



SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
REPRÉSENTATION SUISSE

in/à M e x i c o

an	28.01.91			
Datum	28.01.91			
Visa				
EDA	28.01.91	18		
Ref.	p.B. 15.21. Haïti.			

p.B. 51.30. Haïti.

Division politique II

D F A E

Ihr Zeichen
Votre référence

Ihre Nachricht vom
Votre communication du

Unser Zeichen
Notre référence

Datum
Date

340.0(H)-RY/LS 21.1.1991

Gegenstand / Objet

Profil de nos relations avec Haïti

C'est, on peut l'affirmer, la première fois en près de deux siècles d'indépendance, que nous verrons en Haïti un Président élu démocratiquement et pouvant fonder sa légitimité sur 70 % des suffrages, un Parlement - deux Chambres -, des conseils municipaux et des maires élus également au suffrage universel. Comme je l'ai écrit, au moment du premier tour, à la mi-décembre, la démocratie, si elle permet au peuple de s'exprimer et de choisir librement ses représentants à la tête de l'Etat, au législatif et au niveau des communes du pays, n'est pas une "potion magique" et Haïti, en route vers une nouvelle et importante étape de son histoire, et qui a réussi les 16 décembre 1990 et 20 janvier 1991 à réaliser son enjeu fondamental : la démocratie, traversera, c'est inévitable, des zones de turbulences. Pourquoi ? Parce que tout est à faire ou à refaire, à penser ou à repenser dans cet Etat démuni, au peuple meurtri, exploité par plus de 30 ans d'une dictature impitoyable, les Duvalier père et fils, les Namphy et Avril. Parce que ce premier peuple des Amériques à s'être libéré de l'esclavage est demeuré, pour son malheur, celui qui n'a jamais pu ou su rompre complètement et définitivement avec le passé et les moeurs et pratiques du système esclavagiste. L'analphabétisme tourne autour de 80 %, le revenu par tête d'habitant est le plus bas du monde occidental, le paysan, qui aurait dû être la colonne vertébrale du pays, n'a jamais eu les ressources suffisantes pour cultiver la terre et a été trop souvent condamné à l'exode dans les agglomérations, venant par là grossir les bidonvilles, dans la capitale tout particulièrement. L'aide internationale, en particulier des Etats-Unis, qui aurait dû aller en priorité à l'agriculture et en second lieu aux travaux d'infrastructure, a été, on le sait maintenant, en grande partie détournée par la famille Duvalier. Le PIB de

./.



- 2 -

l'agriculture, qui était de 50 % du PIB national de 1964 à 1969 et de 40 % en 1974, n'a jamais cessé de régresser dans les années 1980. On a bien essayé d'absorber l'exode rural en créant des industries de sous-traitance - main-d'oeuvre bon marché - mais qui n'ont pas donné les résultats es-comptés. Elles n'auraient produit que 50'000 emplois avec des salaires entre 3 ou 4 US\$ pour une journée de 8 heures de travail. Récemment encore, pour cause d'insécurité, une maison de sous-traitance américaine fermait sa production de ballons de football et de baseball dans la banlieue de Port-au-Prince.

Aujourd'hui les caisses de l'Etat sont vides, la dette extérieure se monte à env. 800 mio. de dollars, l'économie est moribonde ou presque. Tous les espoirs sont placés dorénavant dans le Président élu, Jean-Bertrand Aristide, qui n'a pas la moindre préparation pour assumer sa lourde tâche et qui, jusqu'ici et surtout durant le coup d'Etat de Lafontant du 6 janvier, n'a pas montré qu'il était capable de tenir ses fidèles bien en main et les a laissé commettre des actes de violence et de débordement graves, tels, entre autres, la mise à sac de la Nonciature apostolique, les traitements humiliants que le Nonce et son secrétaire ont eu à subir et l'incendie de la vieille cathédrale.

Notre présence dans ce pays peu banal est marquée par 160 compatriotes et surtout les ONG qui travaillent en Haïti, une quarantaine dont je ne citerai ici que les plus importantes : Helvetas, Caritas, Eper, Terre des Hommes, etc. Je crois que le rapport que j'avais établi pour la DDA à mon retour de Port-au-Prince, le 30 juin 1989, et ses conclusions demeurent aujourd'hui encore valables :

"J'estime qu'il est nécessaire d'entreprendre quelque chose pour aider la population misérable de ce pauvre pays. Nous avons déjà des ONG sur place et particulièrement les représentants d'Helvetas que j'ai longuement rencontrés. Si vous deviez décider d'augmenter notre aide par l'intermédiaire des ONG uniquement, car je reste convaincu qu'il ne faut pas donner un sou au gouvernement, il serait peut-être indiqué d'avoir une sorte de coordonateur sur place qui ferait un travail logistique et qui pourrait contrôler de près l'évolution des projets. Notre aide, je le sais, est toujours adaptée aux ressources et aux besoins locaux et ruraux et je pense que nous pourrions, par l'intermédiaire des ONG suisses et par le biais des agences internationales de développement, participer davantage encore au soutien de la population d'Haïti."

Plus que jamais et surtout depuis l'installation de la démocratie en Haïti, nous nous devons de montrer notre solidarité pour ce peuple. Jusqu'ici, avant tout à la campagne, nos ONG, en dépit de l'absence de structures politiques, ont

./.

pu faire du bon travail. Naturellement, les désordres bloquent souvent le développement des travaux entrepris. La pagaille, comme me le disait un représentant d'Helvetas, est à tous les niveaux et la gestion est souvent lamentable et ceci ne sera naturellement pas corrigé, comme par enchantement, par l'arrivée au pouvoir d'Aristide et de son équipe.

Nos 160 compatriotes sont tous, pour de multiples raisons, attachés à Haïti. Soit qu'ils aient épousé un Haïtien ou une Haïtienne et qu'ils vivent depuis des années maintenant les développements chaotiques de ce pays, soit qu'ils aient trouvé là-bas - religieux et religieuses, coopérants des ONG -, par l'aide qu'ils apportent aux plus démunis, une raison de vivre. Un certain nombre d'entre eux sont venus en Haïti y chercher l'inspiration car la civilisation afro-caraïbienne a quelque chose d'envoûtant. Les Haïtiens, en dépit de leur misère, ont donné naissance à de nombreux poètes, hommes de théâtre, écrivains. On pratique à tous les niveaux de la société la danse et surtout le "merengué" qui exprime, par ses rythmes, l'âme même de ce peuple. On compte également - alors que dans les autres Etats dans lesquels je suis accrédité c'est le désert culturel - des peintres et des sculpteurs d'une qualité exceptionnelle, avec différentes écoles et non seulement, comme on le croit trop souvent, des "Naïfs". L'artisanat est très imaginaire car le Haïtien a un don d'expression illimité.

La langue française, en dépit des efforts du gouvernement de Paris pour se persuader qu'Haïti est un pays francophone, n'est parlée que par une toute petite élite. C'est le créole, avec tous ses mélanges et ses saveurs, qui est au fond l'unique moyen d'expression, mais il va sans dire que le français reste malgré tout la langue officielle et la langue qui permet aux Haïtiens d'avoir des contacts avec l'étranger. L'anglais a passablement progressé vu l'exode des Haïtiens vers les Etats-Unis. Ils sont très nombreux également à avoir choisi le Canada. 500'000 Haïtiens ont quitté leur pays.

Nous n'avons pas de contentieux avec Haïti.

Dans ce bidonville qu'est Port-au-Prince, avec sa misère criante, ses rues éventrées par les nids de poules, dans lesquels les voitures s'engouffrent et se cassent littéralement, la vie, on se l'imagine, n'est pas facile. Malgré le côté fascinant de ce pays, la richesse de l'expression artistique de son peuple, la gentillesse et le charme de sa population, le soleil qui brille, il est dur, qu'on le veuille ou non, d'être un nanti au milieu des déshérités et le poids de l'extrême pauvreté vous prend à la gorge.

Haïti est reliée aux îles des Caraïbes par des lignes d'aviation à Curaçao, la Guadeloupe, la Jamaïque, les Barbades,

- 4 -

Trinidad et Tobago, Puerto Rico et Saint-Domingue. Par ailleurs, des vols réguliers relient Port-au-Prince à New York, Montreal, Miami, Paris et Panama.

J'estime, comme je l'ai dit plus haut, que notre présence devrait se perpétuer par les ONG et leur excellent travail et le soutien que la Confédération, par les fonds de la DDA, pourrait leur apporter. Je ne vois pas, à quelques jours de l'investiture du Président élu, d'autres voies pour notre pays d'être présent en Haïti. Pour une visite dans cette République, elle devrait se placer naturellement dans une tournée générale des petits Etats des Caraïbes mais, comme je l'ai écrit dans mon rapport sur la République Dominicaine, il faut, d'une part, que la situation se décante et, de l'autre, que l'on voie comment la nouvelle équipe au pouvoir va se débrouiller.

L'Ambassadeur de Suisse

Paul A. Ramseyer.

Paul A. Ramseyer

Copies :

- OFAEE, DFEP
- DASE, DFAE
- Secrétariat politique, DFAE
- Service de la protection consulaire, DFAE
- DDA, DFAE (voir mon rapport du 30.6.1989)